

SCP
Pascal ROBERT
&
Mayeul ROBERT.

Huissiers de Justice Associés
16 rue Vignon
75009 PARIS

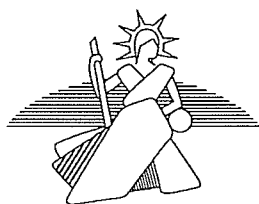
Tél : 01 40 06 08 98

Fax : 01 40 06 03 68

Caisse des dépôts et consignation
0031 00001 0000333624J 64

www.etuderobert.com

ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE



Droit Fixe (Art 6)	68,20
Transport (Art 18)	7,48
H.T.	75,68
Tva 20,00%	15,14
Taxe Forfaitaire	9,15
Coût de l'acte	99,97

REFERENCES A RAPPELER:

MD:43246

SS - 21/10/2016

DÉNONCE AU DÉBITEUR D'UN PROCÈS VERBAL DE SAISIE CONSERVATOIRE D'UNE AUTORISATION DE STATIONNEMENT

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE DIX OCTOBRE

Je, Société Civile Professionnelle Pascal ROBERT ET Mayeul ROBERT, Huissiers de Justice Associés près le Tribunal de Grande Instance de PARIS, 16, rue Vignon à 75009 PARIS, l'un d'eux soussigné, ayant signé un des feuillets de signification

A :

Monsieur NAHALI Fehmi

3 Rue Jean Formige

75015 PARIS

Où étant et parlant à comme il est dit à l'annexe

À LA DEMANDE DE :

CREDIT LYONNAIS, société anonyme, Immatriculée au RCS de Lyon N° B 954 509 741, Dont le siège social est à LYON (69) 18 rue de la République, et le siège central 20 avenue de Paris -94811 VILLEJUIF CEDEX, agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux y domicilié y domiciliés en cette qualité.
Elisant domicile en mon Etude

AGISSANT EN VERTU DE :

D'une ordonnance sur requête rendue par Monsieur le Juge de l'Exécution du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS le 18 septembre 2014 et dont copie est signifiée par le présent acte ;

JE DENONCE ET REMETS COPIE

D'un Procès Verbal de saisie conservatoire d'une autorisation de Stationnement dressé par acte de mon ministère en date du 9 octobre 2014

entre les mains de **PREFECTURE DE POLICE** Service des Taxis 36, rue des Morillons 75015 PARIS

TRES IMPORTANT

Le droit vous appartient, si les conditions de validité de la saisie ne sont pas réunies d'en demander mainlevée au Juge de l'exécution du lieu de votre domicile :

près le Tribunal de Grande Instance de PARIS, 4, boulevard du Palais - 75001 PARIS.

Les autres contestations et notamment celles relatives à l'exécution de la saisie, doivent être portées devant le juge de l'Exécution du lieu de la saisie :

près le Tribunal de Grande Instance de PARIS 4, boulevard du Palais - 75001 PARIS.

RAPPEL DES DISPOSITIONS LEGALES

Conformément aux dispositions du code des procédures civiles d'exécution, je vous reproduis intégralement ci-dessous le texte des articles R 511-1 à 512-3 dudit code

Article R511-1

La demande d'autorisation prévue à l'article L. 511-1 est formée par requête.

Sauf dans les cas prévus à l'article L. 511-2, une autorisation préalable du juge est nécessaire.

Article R511-2

Le juge compétent pour autoriser une mesure conservatoire est celui du lieu où demeure le débiteur.

Article R511-3

SCP
Pascal ROBERT
&
Mayeul ROBERT.

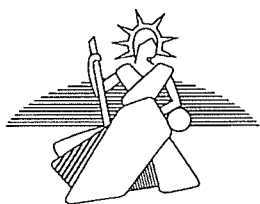
Huissiers de Justice Associés
16 rue Vignon
75009 PARIS

Tél : 01 40 06 08 98
Fax : 01 40 06 03 68

Caisse des dépôts et consignation
0031 00001 0000333624J 64

www.etuderobert.com

ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE



Droit Fixe (Art 6)	68,20
Transport (Art 18)	7,48
H.T.	75,68
Tva 20,00%	15,14
Taxe Forfaitaire	9,15
Coût de l'acte	99,97

REFERENCES A RAPPELER:

MD:43246
SS - 21/10/2016

Toute clause contraire aux articles L. 511-3 ou R. 511-2 est réputée non avenue. Le juge saisi doit relever d'office son incompétence.

Article R511-4

A peine de nullité de son ordonnance, le juge détermine le montant des sommes pour la garantie desquelles la mesure conservatoire est autorisée et précise les biens sur lesquels elle porte.

Article R511-5

En autorisant la mesure conservatoire, le juge peut décider de réexaminer sa décision ou les modalités de son exécution au vu d'un débat contradictoire.

En ce cas, il fixe la date de l'audience, sans préjudice du droit pour le débiteur de le saisir à une date plus rapprochée.

Le débiteur est assigné par le créancier, le cas échéant, dans l'acte qui dénonce la mesure.

Article R511-6

L'autorisation du juge est caduque si la mesure conservatoire n'a pas été exécutée dans un délai de trois mois à compter de l'ordonnance.

Article R511-7

Si ce n'est dans le cas où la mesure conservatoire a été pratiquée avec un titre exécutoire, le créancier, dans le mois qui suit l'exécution de la mesure, à peine de caducité, introduit une procédure ou accomplit les formalités nécessaires à l'obtention d'un titre exécutoire.

Toutefois, en cas de rejet d'une requête en injonction de payer présentée dans le délai imparti au précédent alinéa, le juge du fond peut encore être valablement saisi dans le mois qui suit l'ordonnance de rejet.

Article R511-8

Lorsque la mesure est pratiquée entre les mains d'un tiers, le créancier signifie à ce dernier une copie des actes attestant les diligences requises par l'article R. 511-7, dans un délai de huit jours à compter de leur date. A défaut, la mesure conservatoire est caduque.

Article R512-1

Si les conditions prévues aux articles R. 511-1 à R. 511-8 ne sont pas réunies, le juge peut ordonner la mainlevée de la mesure à tout moment, les parties entendues ou appelées, même dans les cas où l'article L. 511-2 permet que cette mesure soit prise sans son autorisation.

Il incombe au créancier de prouver que les conditions requises sont réunies.

Article R512-2

La demande de mainlevée est portée devant le juge qui a autorisé la mesure. Si celle-ci a été prise sans autorisation préalable du juge, la demande est portée devant le juge de l'exécution du lieu où demeure le débiteur. Toutefois, lorsque la mesure est fondée sur une créance relevant de la compétence d'une juridiction commerciale, la demande de mainlevée peut être portée, avant tout procès, devant le président du tribunal de commerce de ce même lieu.

Article R512-3

Les autres contestations sont portées devant le juge de l'exécution du lieu d'exécution de la mesure.



SCP Pascal ROBERT & Mayeul ROBERT

Huissiers de Justice Associés

Acte : 73168

SIGNIFICATION DE L'ACTE A PERSONNE PHYSIQUE

le dix Octobre deux mille quatorze
nature de l'acte : une DENONCE SAISIE CONSERVATOIRE DE STATIONNEMENT

Pour **Monsieur NAHALI Fehmi** demurant **3 Rue Jean Formige**
75015 PARIS,

Cet acte a été signifié par Clerc assermenté, à la personne susnommée ainsi déclaré

Le présent acte est soumis à enregistrement et comporte, 10 feuilles.

Les mentions relatives à la signification sont visées par l'Huissier de Justice.

COUT DE L'ACTE	
Droit Fixe (Art 6)	68,20
Transport (Art 18)	7,48

H.T.	75,68
Tva 20,00%	15,14
Taxe Forfaitaire	9,15

Coût de l'acte	99,97

Mayeul ROBERT

